

Pouvoir d'emprunt

M. Lalonde: Selon les données actuelles, la reprise n'a pas démarré vers la fin de 1982 comme je l'espérais. J'estime maintenant que la chute du PNB réel a atteint près de 5 p. 100 l'année dernière.

L'une des victimes de la récession a été, entre autres . . .

M. Epp: . . . le gouvernement libéral.

M. Lalonde: . . . la science de la prévision économique. Comme l'a déclaré l'un des prévisionnistes de la *Chase Econometrics* aux États-Unis, «1982 sera probablement considéré comme la plus mauvaise année pour les prévisionnistes économiques».

M. Epp: . . . et pour les ministres des Finances.

Mlle MacDonald: . . . et pour deux millions de chômeurs aussi.

M. Lalonde: Par exemple, ainsi que l'indique le résumé des prévisions préparé par le Conference Board du Canada, l'été dernier, une quinzaine de groupes privés prévoient en moyenne que le PNB réel allait diminuer de 0.7 p. 100. Ils étaient bien loin des près de 5 p. 100 que l'on avance actuellement.

Mais tout n'est pas aussi sombre, il y a aussi de bonnes nouvelles.

M. Blenkarn: Comme quoi? Déclenchez donc des élections!

M. Lalonde: Bien sûr, l'honorable député me demande «comme quoi?».

M. Epp: Votre démission, peut-être.

M. Lalonde: Je demande au député d'écouter et d'être patient. Peut-être aurait-il quelque chose à apprendre. L'inflation a ralenti assez rapidement depuis que le programme des 6 et 5 a été lancé en juin dernier.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: En décembre, l'indice des prix de la consommation avait augmenté de 9.3 p. 100 au cours des douze mois précédents, ce qui était bien inférieur au sommet de 13 p. 100 atteint à l'été de 1981.

Mlle MacDonald: Et le chômage avait augmenté.

M. Lalonde: Depuis juin, l'IPC a augmenté au taux annuel moyen de 7.2 p. 100. Cette tendance à la baisse semble se maintenir et nous pouvons donc espérer atteindre les 6 p. 100 dans le courant de 1983. Parallèlement, les taux d'intérêt ont baissé dans une proportion très importante et il est maintenant possible d'obtenir une hypothèque d'un an à moins de 12 p. 100 et une hypothèque de cinq ans à 13.5 p. 100.

M. Lewis: A condition d'avoir un emploi.

M. Lalonde: Il s'agit là au moins de signes encourageants. Je pourrais peut-être ajouter, pour l'honorable député d'en face, que la plus importante des banques canadiennes doit baisser son taux préférentiel demain à 11.5 p. 100. Les taux d'intérêt n'ont pas été aussi bas au Canada depuis des années.

• (1115)

M. Fisher: Depuis 1978.

M. Lalonde: Comme vient de le faire remarquer mon secrétaire parlementaire, il faut remonter à 1978 pour trouver des taux d'intérêt aussi peu élevés.

Récemment, de nombreux prévisionnistes ont à nouveau révisé à la baisse leurs prévisions pour l'année en cours. Comme l'a dit le président Mao, ceux qui font des prévisions doivent le faire fréquemment.

M. Epp: Nous savons tous ce qui lui est arrivé.

M. Lalonde: La plupart des prévisionnistes du secteur privé avec lesquels je me suis entretenu récemment ont prévu que la croissance du PNB réel atteindrait un à deux p. 100. Je me propose d'annoncer les projections du gouvernement pour 1983 et les années suivantes lors de mon prochain exposé budgétaire.

Comme je l'ai déjà indiqué, la reprise a tardé à se manifester, ce qui a eu pour effet de réduire les recettes fédérales et d'accroître les besoins financiers. Aux termes de la loi sur l'administration financière, le gouvernement doit obtenir un pouvoir d'emprunt statutaire du Parlement afin de pouvoir accroître l'encours de sa dette. Le projet de loi dont est actuellement saisie la Chambre demande un nouveau pouvoir d'emprunt de 19 milliards de dollars dont un pouvoir d'emprunt supplémentaire de 5 milliards pour 1982-1983 et un pouvoir d'emprunt provisoire de 14 milliards pour 1983-1984.

M. Epp: Pourquoi?

M. Lalonde: Les députés n'ignorent pas que jusqu'à présent le gouvernement a obtenu un pouvoir d'emprunt de 21.1 milliards de dollars pour 1982-1983. Cette somme comprend un montant de 3.5 milliards représentant la partie inutilisée du pouvoir d'emprunt reporté des années précédentes, 6.6 milliards prévus pour 1982-1983 par le bill C-111, 7 milliards prévus par le bill C-125 et 4 milliards prévus par le bill C-128.

Les députés voudront certainement connaître la situation actuelle du programme de la dette publique, ainsi que le montant du pouvoir d'emprunt qui a été utilisé jusqu'à présent. Le 11 février 1983, 20.6 milliards de dollars des 21.1 milliards du pouvoir d'emprunt autorisé pour la présente année financière avaient été utilisés. Le pouvoir d'emprunt utilisé comprenait 0.9 milliard empruntés sur les marchés étrangers et environ 19.7 milliards pour le programme de la dette intérieure. Les 750 millions de dollars américains empruntés sur le marché des euro-obligations en juin dernier constituaient le principal élément de l'emprunt étranger. Sur le marché intérieur, 7.1 milliards environ provenaient de l'émission de bons du Trésor, 4.5 milliards de l'émission nette d'obligations négociables et 8.1 milliards de l'émission d'obligations d'épargne du Canada, déduction faite des rachats nets.

Les députés auront probablement constaté que le montant des pouvoirs d'emprunt déjà obtenus pour 1982-1983 est inférieur aux besoins financiers prévus en octobre que j'avais évalués à 22.2 milliards de dollars. Selon les dernières prévisions, les besoins financiers du gouvernement s'élèveraient maintenant à 26.1 milliards pour 1982-1983. Nos besoins financiers ont augmenté de 3.9 milliards depuis le mois d'octobre parce que nous avons dû rajuster nos prévisions, à la baisse dans le cas des recettes et à la hausse dans celui des dépenses, de 2.5 milliards et 1.2 milliard respectivement, et parce que nous prévoyons une variation des opérations non budgétaires de 0.2 milliard.